

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 19 OCTOBRE 2016**

CH/RT

**OBJET : N° 3.2 – FONCIER – CONVENTION SERVITUDE PASSAGE DE CANALISATIONS ET
OUVRAGES PUBLICS EN TERRAIN PRIVE – MODIFICATION CONVENTION-CADRE -**

L'an deux mille seize, le dix-neuf du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

OBJET : N° 3.2 – FONCIER – CONVENTION SERVITUDE PASSAGE DE CANALISATIONS ET OUVRAGES PUBLICS EN TERRAIN PRIVE – MODIFICATION CONVENTION-CADRE -

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 18 septembre 2007, modifiée le 12 février 2008, le bureau syndical a décidé de mettre en place une convention-cadre de servitude de passage de canalisations et ouvrages publics en terrain privé.

Ainsi, en cas de construction d'un réseau eau potable ou assainissement en terrain privé, le SEBA sollicite des servitudes de passage auprès des propriétaires concernés. Une convention provisoire leur est d'abord envoyée pour permettre au service de l'eau de pénétrer sur les terrains privés et démarrer les travaux. Un acte en la forme administrative leur est ensuite transmis, ce dernier précisant dans son article 1 les droits et obligations du Syndicat et dans son article 2 les obligations du propriétaire. Cet acte, en la forme administrative, fait l'objet d'un enregistrement et d'une publication auprès du service de la publicité foncière.

L'article 2 cité supra précise que « *si le propriétaire se propose de bâtir sur la bande de terrain visée à l'article 1, il devra faire connaître au moins trois (3) mois à l'avance au Syndicat, par lettre recommandée, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation* ». Il indique en outre que « *si en raison des travaux envisagés, le déplacement des ouvrages est reconnu indispensable, celui-ci sera effectué aux frais du Syndicat* ».

Or, dans certains cas et notamment pour les réseaux de collecte des eaux usées gravitaires, un tel déplacement peut s'avérer techniquement impossible, et/ou générer un coût financier pour le SEBA conséquent.

Aussi, il est proposé de supprimer le dernier alinéa de l'article 2, tel que présenté **en annexe**, dans le cadre de la convention-cadre modifiée telle que jointe à la présente délibération.

De fait, les situations particulières seront examinées au cas par cas.

Le bureau syndical est appelé à se prononcer sur les propositions suivantes :

- Accepter les modifications du projet de convention-cadre tel que présenté en annexe,
- Valider la nouvelle version de la convention-cadre susvisée,
- Autoriser le Président à signer ce document modifié et toute pièce nécessaire à sa concrétisation.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL



**ACTE ADMINISTRATIF AUTHENTIQUE
PORTANT CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE
CANALISATION ET OUVRAGES PUBLICS EN TERRAIN PRIVE**

A Largentière
Le

Par devant Monsieur Jean PASCAL, Président du syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardeche, habilité à cet effet en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014, enregistrée en Sous-préfecture de Largentière en date du 10 juin 2014, dont un extrait certifié conforme demeurera annexé aux présentes, a reçu en la forme authentique le présent acte administratif, à la requête des personnes ci-après nommées.

IDENTIFICATION

Le SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE, sis « La Sigalière » - Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE, SIREN : 250 700 267, dûment représenté par son [REDACTED] Vice-président en exercice, M. [REDACTED], domicilié professionnellement à Largentière (Ardèche) en vertu de la délibération du [REDACTED], enregistrée en préfecture de Privas en date du [REDACTED] autorisant, les [REDACTED] Vice-présidents, dans l'ordre de leur nomination, à représenter le SEBA et à signer les actes d'acquisitions, de cessions foncières et de servitudes dont un extrait certifié conforme demeurera annexé aux présentes, ci-après désigné « le Syndicat »


D'une part,
ET

Nom, Prénom, date et lieu de naissance, adresse, profession, si marié date du mariage et le régime

Si personne morale : Dénomination, forme juridique, siège, N° SIREN

Ci-après désignés « le(s) Propriétaire(s) »

D'autre part,

Envoyé en préfecture le 27/10/2016
Reçu en préfecture le 27/10/2016
Affiché le 
ID : 007-250700267-20161019-2016BS100051-DE

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

Les soussignés déclarent être seuls propriétaires ou avoir qualité pour représenter les copropriétaires des parcelles ci-après désignées.

DESIGNATION DES PARCELLES GREVEES

COMMUNE :				
Section	N°	Superficie totale en m ²	Nature	Contenance

EFFET RELATIF ET ORIGINE DE PROPRIETE DES PARCELLES

Commune :

Parcelles cadastrées section n°

L'ensemble appartient à demeurant

Par acquisition du (date)

Reçue par Maître

Publication au Bureau des Hypothèques de le Volume
..... n°

ARTICLE 1 : DROITS ET OBLIGATIONS DU SYNDICAT

1.1 – Droits du Syndicat


Le Syndicat dispose, sur les parcelles ci-dessus mentionnées, des droits suivants :

1- Etablissement à demeure d'une canalisation et/ou des ouvrages de diamètre ... mm sur une longueur déterminée ci-après pour chacune des parcelles, dans une bande de terrain de **3 mètres**, une hauteur minimum de 0,80 mètres étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol après travaux (niveau initial), et le cas échéant, dans la même bande de terrain, les ouvrages accessoires désignés ci-après pour chaque parcelle.

COMMUNE :			
Section	N°	Longueur en ml	Accessoire(s)
Total			

2- Essartage dans la bande de terrain de 3 mètres, des arbres susceptibles de nuire à l'établissement ou à l'entretien de la canalisation et/ou des ouvrages.

3- Accès au terrain, sur la bande de 3 mètres précédemment définie, des agents chargés du contrôle, de l'entretien, de la réparation ou du remplacement bénéficiant du même droit d'accès.

Envoyé en préfecture le 27/10/2016
Reçu en préfecture le 27/10/2016
Affiché le 
ID : 007-250700267-20161019-2016BS100051-DE

4 – Réalisation de tous les travaux d'entretien, de réparation, de maintenance et/ou de remplacement des canalisations et/ou des ouvrages implantées.

1.2 – Obligations du Syndicat

En cas de travaux nécessitant l'utilisation d'engins, le Syndicat s'engage à :

- avertir le Propriétaire par courrier ou téléphone avec un préavis de huit (8) jours avant le début des travaux, en lui précisant à titre indicatif leur durée (sauf cas de force majeure),
- à minimiser les impacts et nuisances,
- à travailler dans les règles de l'art.

A l'issue des travaux, le Syndicat s'engage à remettre en état les terrains concernés et à épierrer les surfaces terrassées.

1.3 - Indemnisation

Le Syndicat versera au Propriétaire, en une seule fois, une indemnité libératoire de euros (somme en chiffre) conformément à la délibération du 14 décembre 2015, « indemnisation – servitude de passage de canalisation et ouvrages en terrain privé ».

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

La servitude oblige le Propriétaire et ses ayants droits, ainsi que le locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la conservation du passage, au bon fonctionnement et à l'entretien de la canalisation et des ouvrages et à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages.

Il s'engage notamment à ne pas planter d'arbres à moins de 3 mètres de part et d'autre de l'axe de la conduite. En cas de présence antérieure d'arbres, ceux-ci devront être maintenus essartés au-dessus de la conduite sur une bande de trois mètres.

Si le Propriétaire se propose de bâtir sur la bande de terrain visée à l'article 1, il devra faire connaître au moins trois (3) mois à l'avance au Syndicat, par lettre recommandée, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation.

~~Si en raison des travaux envisagés, le déplacement des ouvrages est reconnu indispensable, dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme, celui-ci sera effectué aux frais du Syndicat.~~

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de l'entretien, la réparation ou le remplacement de la canalisation et / ou des ouvrages feront l'objet, le cas échéant d'une indemnité fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations liées à l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

Les ouvrages et équipements installés par le Syndicat sont sa propriété.

ARTICLE 5 : APPLICATION DE LA CONVENTION ET PUBLICITE FONCIERE

La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée des ouvrages visés au présent ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué, sans modification de l'emprise existante.

Est annexé à la présente convention un extrait de plan indiquant la position de la canalisation susvisée dans les parcelles référencées ci-dessus.

La présente convention est publiée au service de la publicité foncière de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais du Syndicat.

La présente convention est, conformément aux dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts, exonérée de tous droits d'enregistrement, de publicité et de timbre.

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière prévue à l'article 879 du Code Général des Impôts, la présente convention est évaluée à quinze euros (15 euros).

Monsieur Le Président du Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

POUVOIRS :

Les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à Monsieur Le Président du Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs.

DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure et siège respectifs sus indiqués.

A Largentière, au siège du syndicat, les jours, mois, an susdits.

Dont acte rédigé sur 4 pages, contenant
Suivent les annexes à la minute

Le Vice-président du Syndicat

Les Propriétaires

Le Président du Syndicat

Jean PASCAL